

**ROYAUME DU MAROC**  
**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT**

**Réponses au sujet des observations et commentaires sur le projet de la nouvelle loi n°27-13 sur l'exploitation des carrières et son décret d'application formulées à l'occasion de leurs publications dans le site électronique du Secrétariat Général du Gouvernement du 19 Mars au 17**

OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS	REPONSES
<p style="text-align: center;"><b><u>Institut Scientifique</u></b></p> <p>Note de présentation du Projet de loi relative à l'exploitation des carrières. La lecture des matières formant la note de présentation du projet de loi relative à l'exploitation des carrières a permis de formuler les remarques suivantes : Remarques sur les principales dispositions - Dans les trois principes fondamentaux dont repose le projet de loi figure le renforcement du contrôle.</p> <p>On remarque par ailleurs que tous les articles traitant cet aspect (chapitre VII) se limitent à la constatation des infractions des dispositions de la présente loi et ses textes d'application. Aucun article ne prévoit des dispositions de l'audit relatives aux volumes déclarés par le permissionnaire des matériaux extraits et commercialisés.</p> <p>Afin de préserver les ressources de l'Etat du pillage et de fraude, il sera judicieux de prévoir un article inscrivant un contrôle régulier du site exploité par un géomètre agréé ;</p>	<p>D'une manière générale, il est à signaler que le contrôle de l'exploitation des carrières est géré par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les agents de police judiciaire et les agents assermentés du Ministère de l'Équipement et du Transport (MET) qui sont chargés de constater les infractions (article 43 du projet de la loi) ;</li> <li>- la commission centrale permanente du contrôle du suivi de l'exploitation des carrières, instituée auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'Équipement (article 44 du projet de la loi + articles 41 et 42 du décret d'application) ;</li> <li>- des commissions provinciales des carrières, au niveau territorial, présidées par les Walis des régions ou les Gouverneurs (article 44 du projet de la loi + articles 43 et 44 du décret d'application) ;</li> <li>- des brigades provinciales de contrôle des carrières présidées par les directeurs régionaux ou provinciaux de l'Équipement et du Transport (DRET/DPET) concernés (articles 46 du décret d'application) ;</li> </ul> <p>Pour le contrôle des volumes des matériaux extraits,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'article 34 du projet de la loi sur les carrières prévoit que l'exploitant doit tenir un registre de suivi de l'exploitation des carrières qui doit indiquer les quantités des matériaux extraits et celles qui sont vendues ;</li> </ul>

	<p>- l'article 22 du projet de décret d'application prévoit aussi que l'exploitant doit déclarer aux DRET/DPET concernés, au plus tard à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année n+1, les quantités des matériaux extraits à l'année n ;</p> <p>- le cahier des charges relatif à l'exploitation des carrières oblige l'exploitant de la carrière à remettre à l'administration, trimestriellement, un plan côté actualisé du terrain exploité établi par un Ingénieur Géomètre Topographe agréé. Aussi, ledit cahier des charges exigera-t-il les exploitant d'équiper toutes les carrières, dont la quantité autorisée à extraire annuellement est supérieure ou égale à 30.000 m<sup>3</sup>, d'un pont bascule qui donnera automatiquement les quantités de matériaux transportées.</p> <p><b>Proposition: ajouter dans le projet du décret d'application de la nouvelle loi sur les carrières, une disposition donnant à l'administration la possibilité de faire appel à des organismes agréés pour contrôler les quantités des matériaux extraits. Le nouveau § 2 de l'article 22 du projet de décret d'application est proposé comme suit : « L'administration peut faire appel à des organismes agréés pour contrôler les quantités des matériaux extraits ».</b></p>
<p>Vu les grandes différences entre la nature et les modalités d'exploitation entre les carrières terrestres et celles de dragage de sable marin, il aurait été souhaitable de subdiviser les schémas de gestion de carrières en fonction de ces différences.</p>	<p>Les schémas de gestion des carrières concernent tous les produits de carrières à exploiter. Les termes de références des cahiers des charges relatifs à la réalisation des schémas de gestion des carrières tiendront compte des spécificités de chaque région, étant donné que la zone à délimiter peut contenir plusieurs types de carrières.</p>
<p>L'identification des gisements de sédiments marins nécessite avant tout l'amélioration de la connaissance nationale d'abord sur l'état des lieux de ces gisements et ensuite sur la dynamique hydro sédimentaire des côtes (mise à jour régulière de cartes bathymétriques, études sur les courants...). Cela permettra d'une part de bien contrôler ces activités de dragage et ne pas se limiter à croire leurs déclarations, et de parer à tout risque d'instabilités des côtes et de ses ouvrages d'autre part ;</p>	<p>La reconnaissance des gisements marins ainsi que toutes les actions liées aux activités de dragage seront prises en charge lors de l'élaboration des termes de références des cahiers de charges des schémas de gestion des carrières.</p>

<p>Absence de disposition de réaménagement pour l'activité de dragage de sable, notamment lorsqu'il s'agit de dégâts apparents (érosion, dégradation des ouvrages, ...)</p>	<p>Le réaménagement de tout type de carrières est prévu dans les articles 40 et 41 du projet de la loi sur l'exploitation des carrières. De plus l'article 27 du projet de cette loi prévoit qu'en cas de péril imminent mettant en danger l'environnement, l'hygiène et la sécurité des ouvriers, le sol, les habitations et l'environnement marin, l'exploitant doit en informer immédiatement l'administration. Celle-ci prescrit à l'exploitant les instructions nécessaires pour parer au danger.</p> <p>En cas de défaillance de l'exploitant dans l'exécution desdites instructions, l'Administration doit suspendre les travaux d'exploitation, requérir l'intervention des autorités compétentes et faire réquisition, à la charge de l'exploitant, des moyens nécessaires à l'exécution des mesures à prendre.</p> <p>Aussi, l'exploitant doit-il se conformer à toutes les dispositions prévues par les cahiers des charges :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ de l'exploitation des carrières,</li> <li>✓ de concession de dragage et,</li> <li>✓ de l'étude d'impact sur l'environnement.</li> </ul>
<p>Absence de dispositions relatives à l'exploitation des carrières sur les dunes de sable côtières et ses limites géographiques alors qu'il est primordial d'en aborder dans ce projet de loi</p>	<p>Le projet de la loi sur les carrières ne différencie pas entre les types de carrières.</p> <p>Cependant, l'étude technique de l'exploitation d'une carrière quelconque et l'étude d'impact sur l'environnement prendront en considération ses spécificités et proposeront les mesures nécessaires pour rassurer de la protection de l'environnement.</p>

<p>Dans l'objectif de renforcer la transparence et le mode de gouvernance quant à ces exploitations de rente qui n'investissent pas dans la technologie, il serait intéressant de prescrire un article permettant l'accès à l'information, notamment par la société civile, et ce, dans l'objectif d'aider les autorités à mieux contrôler cette économie.</p> <p>D'autre part, parce que cette économie de rente qui exploite directement la ressource naturelle sans transformation ne peut pas s'opposer à cette disposition sous tout prétexte soit-il, de type concurrence, secret de métier,...</p>	<p>Pour toute transparence, l'article 61 du projet de la loi sur les carrières prévoit que les récépissés de déclaration d'exploitation, les décisions de fermeture des carrières, ... sont publiés dans le Bulletin Officiel.</p>
<p>Dans le paragraphe relatif à l'institution de schémas de gestion de carrières (page 1), ajouter un 5ème objectif, à savoir : « 5. fixer la profondeur maximale d'exploitation pour le dragage des gisements marins »</p>	<p>La profondeur maximale d'exploitation pour le dragage de sable marin sera indiquée dans l'étude technique et l'étude d'impact sur l'environnement, prévues par l'article 6 du projet du décret d'application de la nouvelle loi sur les carrières.</p>
<p>Dispenser les exploitants de carrières temporaires de la décision d'acceptabilité environnementale (page 2) les désengage de respecter les clauses du cahier de charge même s'il est approuvé. L'expérience a montré que la plupart d'entre eux finissent les travaux d'extraction avant de présenter l'étude d'impact environnementale</p>	<p>Le fait de soumettre les projets publics à l'acceptabilité environnementale risque de pénaliser fortement les délais de réalisation de ces projets dans la mesure où les entreprises adjudicataires de ces projets ne peuvent attendre une fois l'ordre de service leur ai donné pour commencer les travaux. Certaines entreprises se sont désistées à cause, justement, du retard enregistré dans la réception de la décision de l'acceptabilité environnementale.</p> <p>L'article 6 du projet du décret d'application de cette nouvelle loi prévoit que les exploitants desdites carrières doivent présenter une étude d'impact réalisée par un bureau d'étude agréé.</p> <p>Toutes les autres dispositions du projet de la loi et de son texte d'application et celles du cahier des charges seront appliquées auxdites carrières.</p>

<p>Les dispositions de la présente loi se limitent à l'observation et au contrôle des infractions. Le contrôle déclaré des volumes commercialisés n'est pas audité, Remarques sur le contenu des articles Article 1 : - Le projet de loi et son texte d'application parlent du trait de côte. Parce qu'il y'a diverses définitions, il est essentiel de définir ce paramètre. La sensibilité et la confusion que peut induire ce paramètre est illustré dans l'article 23 qui délimite une distance de 250 m.entre le bateau d'exploitation et le trait de côte. Correspond-il à la plus haute mer ou à la plus basse mer ? La distance comprise entre la plus haute mer et la plus basse mer peut atteindre en Atlantique marocain plusieurs centaines de mètre !</p>	<p>Réponse déjà faite en haut concernant le contrôle des carrières.</p> <p>L'article 23 du projet de la loi sur les carrières précise que la distance de 250 m, maintenue entre le bateau d'exploitation et tout ouvrage fixe et le trait de côte, est minimale. Cette distance doit être mesurée à partir du trait de côte atteint au moment de la marée basse.</p> <p><b>Proposition : l'article 23 du projet de la loi sur les carrières sera complété comme suit :</b>  <b>« Pour l'exploitation des carrières sub-aquatiques une distance minimale de 250m doit être maintenue entre le bateau d'exploitation et tout ouvrage fixe et entre le bateau d'exploitation et le trait de côte atteint au moment de la marée basse ».</b></p>
<p>Définir les dunes de sables côtières Chapitre II schémas de gestion des carrières (Article 4 à 8) Ce chapitre est tenu de définir les indicateurs de base permettant la délimitation géographique des zones exploitables au niveau des dunes côtières, et c'est de même pour les carrières subaquatiques. Les législations en vigueur n'ont pas prêté malheureusement attention à ces paramètres malgré leur sensibilité environnementale</p>	<p>La définition des dunes côtières est traitée par le projet de la loi sur le littoral.</p> <p>En ce qui concerne la protection du Domaine Public Maritime, les plages sous-marines, plages aériennes, ... les schémas de gestion des carrières vont définir les zones d'interdiction d'exploitation des carrières y compris les carrières de sable des dunes, d'autant plus que ces schémas sont établies par le MET.</p>
<p>Afin d'aider le législateur à comprendre l'intérêt de cette délimitation, nous présentons à la fin de cet avis une proposition des critères sur lesquelles on peut baser la délimitation des zones exploitables des carrières de sable au niveau des dunes côtières Article 5 : Ajouter un 5ème objectif exprimer comme suit : « 5. de fixer la profondeur maximale du dragage du gisement de sable lorsqu'il s'agit d'une carrière sous marine » Alimenter cet article par un paragraphe conditionnant la détermination par le schéma de gestion des carrières des zones maritimes servant au dragage de sable par l'acquis de la connaissance de l'hydrodynamique sédimentaire.</p>	<p>Réponse déjà faite.</p>

Ainsi, on peut ajouter un nouvel paragraphe exprimé comme suit : « Pour les carrières situées en mer, l'identification des gisements favorables au dragage est conditionné par la maîtrise de la connaissance de l'hydrodynamique sédimentaire qui exige le suivi régulier des autorités compétentes des éléments suivant :

- Les relevés topobathymétriques,
- les paramètres de référence, à savoir le tracé du trait de côte, les profils de plages, - la nature et la profondeur du gisement,
- la fixation de la profondeur maximale de l'exploitation du gisement en question »

Article 8 et 12 : Les considérations de ces deux articles doivent se limiter aux carrières terrestres et carrières sur les oueds sans toutefois intéresser les carrières du sable marin car aucune disposition législative et réglementaire ne régit l'activité du dragage du sable marin.

Article 23 : La délimitation d'une distance minimale définit à 250 m entre le trait de côte (qui n'est pas définit par la présente loi) et le bateau de dragage (qui renvoie à la zone de dragage) induit un danger imminent pour certaines côtes, particulièrement celles ayant une morpho dynamique dissipative (caractérisées par des pentes douces inférieure a 1 %), et qui sont d'ailleurs les plus visées par les exploitants de dragage marin.

Réponse déjà faite.

L'extraction de matériau du Domaine Public Maritime (dragage) est traitée par le Dahir du 2 novembre 1926 sur la police du DPM et en particulier l'alinéa n°3 de l'article premier selon les conditions prévues au Dahir du 30 novembre 1918 relatif à l'occupation temporaire du DPM

Réponse déjà faite.

Si le tracé du trait de côte est pris pour le niveau le plus haut de la mer (0 NGM), pour une côte sableuse dissipative située dans l'Atlantique marocain ou les amplitudes de la marée peuvent atteindre 3,6 m en vives eaux, la distance de 250 m permet à l'exploitant de draguer directement dans l'estran de la plage car la distance comprise entre le plus haut de la mer et le plus bas de la mer peut dépasser largement les 250m (largeur de la zone de balancement des marées).

La plage de Chlihat au Nord de Kenitra en constitue un exemple. Autrement dit, si on est dans une basse mer, la limite de 250m se trouvera sur la plage découverte d'eau, ce qui est dangereux pour la stabilité des côtes et des ouvrages. La délimitation scientifique entre le trait de côte (qui pour rappel doit être défini dans les clauses de cette loi) et le bateau d'exploitation (qui n'est que la limite interne de la zone de dragage) doit se baser plutôt sur la limite de la profondeur de fermeture, c'est-à-dire la limite correspondant à la profondeur au-delà de laquelle il n'y a pas d'échange sédimentaire entre la plage sous marine et le plateau continental.

La délimitation sur la base de ce paramètre est l'unique mesure sécuritaire reconnue par la communauté scientifique internationale. Plusieurs formules utilisées permettent le calcul de cette profondeur. On cite à titre d'exemple la formule de Hallemaer. Pour ces considérations, les autorités compétentes doivent définir localement en fonction de la nature et la morphodynamique des côtes sableuses, ce qui exige d'abord de maîtriser la connaissance de ces aspects

Réponse déjà faite :

La profondeur maximale d'exploitation pour le dragage de sable marin sera indiquée dans l'étude technique et l'étude d'impact sur l'environnement, prévues par l'article 6 du projet du décret d'application de cette nouvelle loi.

La distance minimale de 250 m doit être mesurée à partir du trait de côte atteint au moment de la marée basse.

Réponse déjà faite.

Réponse déjà faite.

<p>Revoir le terme « insultés » dans le 2ème paragraphe. Le remplacer par institués</p>	<p>Correction déjà faite.</p>
<p>Article 46 Les dispositions de contrôle de la présente loi se limitent à l'observation et au contrôle des infractions. Le contrôle déclaré des volumes commercialisés n'est pas audité</p>	<p>Réponse déjà traitée auparavant.</p>
<p>Les commissions d'observation ne peuvent s'assurer des paramètres techniques. ∞ Proposition de délimitation des dunes bordières : La délimitation de l'étendue géographique de la dune côtières pouvant être exploitables ou non à l'extraction de sable peut se baser sur un ensemble de critères, physiques, chimique et morphologiques et physique (mobilité des dunes, hauteur et largeur des dunes : ) Critères morphologiques : Présence ou non d'une succession de rangées de dunes longeant le littoral. C'est généralement la première ligne de dune bordière à la mer qui doit être interdite à l'exploitation d'extraction, et ce, en raison de son rôle de protection contre l'inondation et son rôle de réserve sédimentaire nécessaire à l'équilibre morphosédimentaire du système « Plage sous marine- Plage aérienne - Dune » ; ) Critères physiques : - Hauteur et largeur des dunes : l'avant dune qui a généralement de faible hauteur (inférieur à 6m) ne doit pas être définie comme étant une « dune », notamment lorsqu'elle est suivie par une/ou des formation(s) dunaire(s) de hauteur et largeur importantes ;</p> <p>- Mobilité des dunes : les dunes mobiles peuvent être exploitées sans restriction même lorsqu'elles sont bordières à la mer et de première ligne.</p>	<p>Dans le cadre de la protection de l'environnement (sable des dunes, cotières), le schéma de gestion des carrières devra préciser, la largeur d'une bande où l'extraction de sable de dunes est interdite. L'étude d'impact sur l'environnement et l'étude technique de l'exploitation d'une carrière de sable de dunes devront aussi traiter de ce point.</p> <p>A signaler que les articles 27 et 31 du projet de la loi sur les carrières précisent qu'en cas de dangers sur l'environnement, entre autres, l'administration prescrit à l'exploitant les instructions nécessaires et les mesures complémentaires ou les modifications nécessaires pour parer audits dangers.</p> <p>Si l'administration constate la persistance desdits dangers, et en cas d'impossibilité pour l'exploitant de proposer des mesures alternatives permettant de parer auxdits dangers, elle ordonne la fermeture de la carrière et procède au retrait du récépissé de la déclaration.</p>

Ces dunes se trouvent généralement dans les littoraux sahariens loin des agglomérations urbaines et contribuent dans la désertification des terres, } Critères physiques : les dunes consolidées à sable altéré peuvent être exploités excepté lorsqu'ils protègent le littoral contre les inondations marines (élévation du niveau de la mer, micro-tsunami) ; } Critères écologique et patrimonial : Présence ou non des aires protégées (SIBE, réserve, parc naturel,...), forêts fixant les dunes, sites archéologiques,... } Critères d'aménagement : Proximité des équipements et des zones d'aménagement,... La délimitation de l'étendue géographique des dunes bordières dans ce projet de loi est appelée à se faire par l'autorité compétente. Chaque commune ou province côtière a intérêt à établir une cartographie de ses unités morphologiques facilitant la délimitation de ses dunes bordières interdites à l'extraction de sable. Les schémas de gestion des carrières doivent en prendre en considération.

**Dr. Hakkou Mounir : Chercheur Institut Scientifique, Rabat. m.hakkou@gmail.com Pr. Labraimi Mustapha, Directeur du laboratoire GEOMAP, Université Mohamed V, Rabat. labraimimustapha@yahoo.fr Pr. Benmohammadi Aïcha : Directrice Equipe Géosciences de l'Environnement, LABEQ, Université Ibn Tofail, Kénitra. abenmohammadi@gmail.com**

**M. MOHAMMED / RABAT Hay Riad**

les attributions principales du département de l'équipement en matière de gestion des dossiers de carrières se focalisent autour de deux sujets suivants: la satisfaction des besoins locaux en matériaux de construction et la garantie de la qualité des matériaux moyennant la définition des valeurs des caractéristiques mécaniques de ces matériaux, telles que dureté, équivalent de sable ou similaire, pourcentage des fines, etc la loi sur les carrières et le décret y afférent n'exigent pas ces valeurs. quant aux pénalités, la loi sur l'environnement est largement suffisante pour faire face aux infractions.

Réponse déjà traitée auparavant.

En ce qui concerne la garantie de la qualité des matériaux, le projet du décret d'application de cette nouvelle loi exige au pétitionnaire de présenter préalablement une étude technique qui comprend, entre autres, la nature des matériaux à extraire et leurs caractéristiques.

Le volet relatif à la qualité des matériaux est prévu dans la loi n° 24.09 relative à la sécurité des produits et la qualité des services.

Aussi, la loi n°31-08 édictant les mesures de protection du consommateur oblige-t-elle tout fournisseur à mettre le consommateur en mesure de connaître

	<p>les caractéristiques essentielles du produit, du bien et du service et lui fournir les renseignements susceptibles de lui permettre de faire un choix rationnel compte tenu de ses besoins et de ses moyens.</p> <p>Etant donné que la loi 12.03 sur l'environnement n'est pas suffisante pour faire face aux infractions, le projet de la loi sur les carrières traite des sanctions administratives et pénales en cas d'infraction et du non-respect de ses dispositions.</p>
<p><b><u>M. YOUSSEF LAFRIKH / Rabat</u></b></p> <p>Bonjour il serait judicieux de revoir à la baisse la durée transitoire de 5 ans prévue dans l'article 58 pour la continuité d'exploitation des carrières autorisés avant l'application de la présente loi. Ceci est justifié par le fait que la majorité de carrières autorisées ne peuvent avoir des réserves à exploiter pour des durées plus longues que 5 ans.</p>	<p>Après un large débat au sein de la Commission Nationale des Carrières et avec les professionnels, il a été convenu, de retenir la durée transitoire de 5 ans prévue à l'article 58 du projet de la loi sur les carrières, dans le cadre d'un consensus, comme période logique, optimale et compatible avec le délai correspondant généralement au délai requis pour un retour sur investissement.</p>
<p><b><u>M. SFOULI / CASABLANCA</u></b></p> <p>Merci de définir qui sont les établissements dite faisant partie du conseil régional pouvant donner son avis sur le schéma de gestion de carrière et de plus 3 mois me paraît assez long s'ajoutant également le délai de l'enquête publics qui est de 20 jours + 10 jours de parution , également s'ajoute la délibération communale il fait compter entre 3 à 6 mois, je trouve que finalement la procédure n'est pas plus simple sont qu'avant. En tout a cas les pénalités de l'exploitant sont bien défini et où se trouve les pénalités des administrations qui manquerait à leur devoir et surtout à la réactivité de l'instruction de du dossier.</p>	<p>Il s'agit des membres des conseils des régions où seront réalisés les schémas de gestion des carrières.</p> <p>Les schémas de gestion des carrières ne sont pas soumis à une enquête publique.</p> <p>L'Administration a un délai maximum de 60 jours pour répondre au pétitionnaire d'une carrière. Ce délai n'est que de 30 jours pour les carrières temporaires liées aux projets publics.</p> <p>En plus, le pétitionnaire a le droit de présenter une requête au MET s'il ne reçoit pas de réponse dans ces délais (conformément à l'article 10 du projet du décret d'application de la loi sur les carrières).</p>
<p><b><u>M. ZIAD BENSAID / TANGER</u></b></p> <p>Le projet de loi 27-13 L'exploitation des carrières est soumise avant ce projet de loi au Dahir 05 Mai 1914 Parmi les 3 principes fondamentaux de ce projet de loi : Renforcer le contrôle parmi</p>	<p>L'administration est chargée de faire le contrôle par ses propres moyens, elle peut aussi faire appel à des organismes spécialisés pour effectuer la mesure et le contrôle des quantités des matériaux extraits.</p>

<p>les dispositions principales novatrices de ce projet de loi : la mise en place d'une redevance par m3 de matériaux commercialisés Le projet de loi ne parle pas de la loi 30-93 ni de l'IGT Comme élément clé dans la carrière.</p> <p><b>Article 6</b> : avant approbation, les projets des schémas de gestion des carrières (SGC) sont soumis à l'examen des conseils régionaux et des associations professionnelles (Pourquoi pas les associations locales d'IGT privés ??).</p> <p><b>Article 21</b> : Normalement un levé doit être établi par un IGT pour vérifier la compatibilité de la carrière au SGC. Article 44 : La commission de suivi, examen et contrôle d'exploitation doit intégrer en plus de FNBTP et FMIMC les associations des ingénieurs. Article 47 : Sanctions : Qui constate le non-respect du volume de matériaux à extraire (Normalement IGT assermenté).</p> <p><b>Article 60</b> : Les produits des carrières sont soumis au paiement d'une redevance par m3 de matériaux extraits. Qui doit mesurer la quantité extraite ?? (Normalement IGT). Normalement un article doit être prévu pour le suivi topographique par un IGT des quantités extraites par trimestre.</p>	<p>Le schéma de gestion des carrières est examiné par les associations professionnelles concernées les plus représentatives.</p> <p>Réponse déjà traitée auparavant.</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>STARM / CASABLANCA</u></b></p> <p>Il faudrait développer d'avantage l'article 20 car il reste imprécis, l'extension de la carrière autorisée, nécessite-t-elle une autre étude d'impact sur l'environnement ?</p>	<p>La demande de déclaration d'extension de l'exploitation est instruite selon les mêmes formes et suivant les mêmes modalités que celles prévues pour la demande du récépissé de déclaration d'exploitation initiale (voir article 17 du projet du décret d'application).</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>M. REDOUANE EL YAZIDI / OUJDA</u></b></p> <p>Certes la loi n°08.01 relative à l'exploitation des carrières, promulguée par le Dahir n°1.02.130 du 1er rabii II 1423 (13 juin 2002), Bulletin Officiel n°5036 du 05/09/2002, n'est pas entrée en vigueur faute de publication de son décret d'application ; nonobstant il me semble nécessaire de signaler aussi son abrogation dans l'article 62, sinon elle sera toujours de vigueur dans la mesure où il est précisé dans ledit article que seules les dispositions contraires à la loi projetée seront abrogées.</p>	<p>Afin d'éviter toute discordance et ambiguïté dans cet article, on doit signaler tous les textes qui devront être abrogés en plus des dispositions contraires à la loi projetée : la loi 08.01 – le Dahir du 5 Mai 1914 – le point b4 de l'article 12 de la loi 10.95 sur l'eau – les articles 15 et 16 du décret n° 2.97.489 du 4 Février 1998 relatif à la délimitation du domaine public hydraulique, à la correction des cours d'eau et à l'extraction des matériaux.</p>

## **Ministère de l'Energie des Mines de l'Eau et de l'Environnement**

منذ مطلع القرن العشرين، حرص المشرع المغربي على التمييز بين المقالع المقامة فوق الأملاك الخاصة وبين استخراج الرمال من الأودية. وقد ظهر هذا التمييز من خلال اعتماد نظامين قانونيين مختلفين. فالمقالع كانت ولا زالت خاضعة لظهير 5 مايو 1914 المنظم لاستغلال المقالع، في حين أن رمال الأودية التي هي من الأملاك العامة كانت منظمة بتشريع خاص ( ظهير فاتح يوليوز 1914 حول الملك العام ) وكان استخراجها منظم بموجب القرار الصادر في 6 دجنبر 1924 المتعلق باستخراج الرمال والحصى من مجاري المياه.

ومما يؤكد اختلاف استغلال المقالع بالأملاك الخاصة عن استخراج مواد البناء من مجاري المياه، هو عدم خضوع هذا الاستخراج لمقتضيات ظهير 5 ماي 1914 السالف الذكر الذي تنص مادته الرابعة على أن فتح المقالع يجب أن يكون بعيدا بمسافة لا تقل عن عشرة أمتار عن مجاري المياه والقنوات المائية والآبار. وتزيد هذه المسافة كلما ازداد عمق المقلع موضوع الاستغلال.

هنا، وتجدر الإشارة إلى أن هذا التمييز من جانب المشرع ليس اعتباطيا، فالأمر يرجع بالأساس إلى طبيعة الملك العام المائي الذي يتسم بالهشاشة وصعوبة إصلاح الأضرار التي قد تلحق به، الشيء الذي جعل المشرع يخضعه لنظام الترخيص في حين اكتفى بإخضاع استغلال المقالع لنظام التصريح فقط.

وقد سار المشرع في نفس الاتجاه عندما أصدر القانون رقم 95-10 المتعلق بالماء الذي اعتبر أن الترخيص باستخراج مواد البناء لا يمكن أن يسلم إلا بشكل استثنائي ولمدة لا تتجاوز 12 شهرا، شريطة أن لا يؤدي الاستخراج إلى عرقلة السيول العادي للمياه أو إلى الإضرار باستقرار الحافات والصفاف الحرة لمجاري المياه.

من هذا المنطلق فإن الانعكاسات السلبية على مجاري المياه بسبب إخضاع استخراج مواد البناء لمقتضيات مشروع قانون المقالع المقترح من طرف مصالح وزارة التجهيز والنقل هي كالتالي:

### **I - مشروع قانون استغلال المقالع**

الجوانب التقنية وانعكاساتها البيئية:

✓ مشروع قانون فتح المقالع لا يأخذ بعين الاعتبار سلامة حافات وظيف مجاري المياه،

إن الهدف من إقرار قانون جديد لاستغلال المقالع هو تجاوز الاختلالات والنواقص التي تعترى النظام الحالي لتدبير هذا القطاع وتأهيله لمواكبة التطورات الاقتصادية والاجتماعية التي تعرفها بلادنا، على أن المغزى من هذا القانون هو أن تكون هناك إدارة واحدة مسؤولة عن تدبير المقالع، وذلك انسجاما مع ما جاء به الدستور بخصوص تحديد المسؤولية وربطها بالمحاسبة.

و يرمي مشروع هذا القانون إلى وضع الوسائل الكفيلة بتجاوز السلبيات و في نفس الوقت إلى تحقيق الأهداف و الغايات التي تتجلى على الخصوص في المحافظة على البيئة التي تبقى من الأولويات التي ينص عليها هذا القانون الجديد في أكثر من مادة، نذكر منها :

- + التتبع المستمر لاستغلال المقالع ،
- + إلزام كل مستغل بضرورة تكوين ضمانات بنكية تهدف إلى ضمان إعادة تهيئة موقع المقلع من طرف المستغلين أثناء أو عند الانتهاء من الاستغلال ،
- + وضع مخططات لتدبير المقالع للمحافظة على البيئة و الموارد الطبيعية ،
- + إلزام مستغلي المقالع بتقديم تقارير سنوية عن الوضعية البيئية. و عند دراسة هذه التقارير، يمكن للإدارة أن تطالب بتحيين دراسة التأثير على البيئة.

كما أن مقتضيات هذا القانون ستطبق على جميع أنواع المواد المستخرجة من المقالع بما فيها تلك المستخرجة من مجاري المياه. و لهذا ، تم اقتراح تعريف المقلع " : كل مكن طبيعي لمواد معدنية غير مدرجة في صنف المعادن بمقتضى نظام المناجم الجاري به العمل ؛ " حتى لا تكون هناك ازدواجية في تدبير المقالع.

إن مشروع قانون استغلال المقالع لا ينزع الاختصاص المخول بموجب النصوص الجاري بها العمل إلى الإدارات أو المؤسسات العمومية فيما يتعلق بالترخيص باستغلال الأملاك التي تدبرها. و يبقى ترخيص هذه الجهات ضروري من أجل فتح و استغلال مقلع متواجد فوق هذه الأملاك.

### **I - مشروع قانون استغلال المقالع**

الجوانب التقنية وانعكاساتها البيئية:

✓ إن دراسة التأثير على البيئة و كذا الدراسة التقنية ستمكثان من اتخاذ الإجراءات اللازمة لحماية البيئة و

بموجب مشروع هذا القانون يمكن للإدارة أن تأمر بتوقيف الاستغلال إن تبين لها ضرر على الجوار. أما من ناحية تهيئة مجاري المياه المستغلة، فإن هذا القانون الجديد جاء بعدة مقتضيات تهم إعادة تهيئة موقع المقلع خلال أو بعد نهاية الاستغلال، حيث أن أصحاب المقالع مطالبون بضرورة تقديم كفالة مالية لضمان إعادة التهيئة على عاتقهم.

✓ كما أن أصحاب المقالع ملزمون بتقديم قرار الموافقة البيئية بالنسبة للمقالع الخاضعة للقانون 12.03 المتعلق بدراسة التأثير على البيئة، وكذا دراسة تقنية توضح طريقة الاستغلال لجميع أنواع المقالع و أينما تواجدت و باحترام كل المقتضيات والإجراءات التي جاءت بها دراسة التأثير على البيئة و كذلك القوانين الأخرى الجاري بها العمل.

#### الجوانب القانونية و انعكاساتها على التدبير:

✓ مشروع قانون استغلال المقالع ينص في مادته 16 على استثناء المقالع المؤقتة من قرار الموافقة البيئية مع ضرورة إلزام أصحاب هذه المقالع بتقديم دراسة التأثير على البيئة التي ينص عليها مشروع المرسوم التطبيقي لهذا القانون في مادته السادسة. و الهدف من هذا الاستثناء هو تسريع تسليم وصولات التصاريح المتعلقة بفتح هذه المقالع المرتبطة بصفقات مشاريع يتطلب إنجازها فترة محدودة و كذا تفادي كل تأخير في بداية إنجاز أشغال الأوراش العمومية، حيث تستعمل المواد المستخرجة من هذه المقالع المؤقتة في تزويد هذه الأوراش و التي يكون فيها مستغلو هذه المقالع هم أصحاب صفقات هذه المشاريع.

✓ بخصوص تحديد المسؤولية وربطها بالمحاسبة التي جاء به الدستور ولتفادي التداخل في تدبير قطاع المقالع، فإن هذا القانون الجديد لاستغلال المقالع يحمل مسؤولية تدبير المقالع لإدارة واحدة وهي وزارة التجهيز و النقل. ولهذا تم اقتراح إلغاء الفقرة 64 من المادة 12 من القانون رقم 10.95 المتعلق بالماء و المادتين 15 و 16 من المرسوم رقم 2.97.489 بتاريخ 4 فبراير 1998 المتعلق بتحديد الملك العام المائي...

كما أن مقتضيات هذا القانون ستطبق على جميع أنواع المواد المستخرجة من المقالع بما فيها تلك المستخرجة من مجاري المياه. ولهذا ، تم اقتراح تعريف المقلع "ككل ممكن طبيعي لمواد معدنية غير مدرجة في صنف المعادن بمقتضى نظام المناجم الجاري به العمل" حتى لا تكون هناك ازدواجية في تدبير المقالع.

✓ إن مشروع قانون استغلال المقالع لا يلغي القانون رقم 10.95 المتعلق بالماء و مرسومه التطبيقي بل يلغي فقط المواد التي تتعلق بتداخل الاختصاصات وازدواجية في تدبير المقالع، أما الموارد المالية لوكالات الأحواض المائية المترتبة عن استخلاص الأنواع المستخرجة عن استخراج الرمال و مواد البناء من مجاري الأنهار فستبقى سارية المفعول. كما أن مشروع هذا القانون لا يحرم وكالات الأحواض المائية من مداخلها المتأتية عن استخراج المواد من الملك العام المائي .

وبالتالي فإن فتح المقالع بهذه المجاري سيغير معالمها الطبوغرافية من خلال التسيب واستعمال المتفجرات وإحداث حفر عميقة ستؤثر على المياه السطحية والجوفية، ويمكنها أيضا أن تغير المسار الطبيعي للمياه الشيء الذي قد تترتب عنه فيضانات تلحق أضرارا بالسكان والممتلكات؛

✓ مشروع قانون فتح المقالع سيؤثر سلبا على الأحياء المائية والنباتية باعتبار أن المجال المائي وحدة إيكولوجية منسجمة ومتوازنة مما يستوجب الحرص على إيلانها العناية الخاصة بها.

#### الجوانب القانونية و انعكاساتها على التدبير:

✓ مشروع قانون فتح المقالع سيكون له انعكاسا سلبيا على التدبير المندمج للموارد المائية على اعتبار أن وعاء مجاري الأنهار يعد وحدة مندمجة مع الموارد المائية السطحية والجوفية؛

✓ مشروع قانون فتح المقالع سيغني بعض المستغلين من دراسة التأثير على البيئة و الموافقة البيئية وهو من شأنه أن يحدث استثناء وسابقة لن تتردد قطاعات اقتصادية أخرى من المطالبة بالاستفادة منها، الشيء الذي ستترتب عنه انعكاسات سلبية على المجالات البيئية ولاسيما تلك المتعلقة بالموارد المائية؛

✓ مشروع قانون فتح المقالع سيحدث تداخلا في الاختصاصات بين وكالات الأحواض المائية من جهة ومصالح وزارة التجهيز من جهة أخرى، على اعتبار أن هذا المشروع سيخضع استخراج مواد البناء من مجاري المياه لنظام قانوني مزدوج، يتمثل في نظام الترخيص بموجب قانون الماء، ونظام التصريح بموجب مشروع قانون استغلال المقالع، وهو ما من شأنه أن يعقد الإجراءات المسطرية؛

✓ مشروع قانون فتح المقالع سيلغي الموارد المالية لوكالات الأحواض المائية المترتبة عن استخلاص الأنواع المستخرجة عن استخراج الرمال و مواد البناء من مجاري الأنهار حسب المادة 60 من هذا المشروع، التي تنص على إحداث إتاحة تدفق لصندوق خاص يستعمل من طرف السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز، وكذا المادة 62 من المشروع المذكور التي تنص على نسخ جميع الأحكام المخالفة لهذا القانون؛

✓ إن المقالع المؤقتة التي تستغل لتزويد أوراش الأشغال العمومية التي جاء بها مشروع القانون الجديد لاستغلال المقالع تعتبر مقالع تجارية لأنها تزود أوراش مشاريع عمومية و يكون مستغلو هذه المقالع هم أصحاب صفقات هذه المشاريع. و تجدر الإشارة إلى أن كل المصاريف التي تتعلق بفتح و استغلال هذه المقالع يتحملها أصحاب صفقات المشاريع وهم مطالبون بتكوين ملف كامل لطلب فتح استغلال أي مقلع و اتباع المسطرة المنصوص عليها بمرسوم هذا القانون.

✓ بالنسبة للأضرار الذي قد تلحق بالغير من جراء استخراج مواد البناء من الوديان فإن مشروع القانون الجديد لاستغلال المقالع قد عالج هذه النقطة من خلال المادة 31 التي تنص أنه إذا تبين للإدارة وجود خطر على المحيط البيئي فإنها تأمر المستغل باتخاذ الإجراءات التكميلية للحد من هذه الأضرار وفي حالة استمرار خطر هذه الأضرار، فإن الإدارة تأمر بتوقيف الاستغلال. كما أن وزارة التجهيز و النقل هي المسؤولة الوحيدة أمام القضاء إن لحق ضرر بالغير جراء الاستغلال.

✓ ينص القانون الجديد لاستغلال المقالع على إحداث لجنة إقليمية للمقالع تضم من بين أعضائها وزارة الطاقة و المعادن و الماء و البيئة حيث يعهد لها بالمراقبة التقنية لجميع أنواع المقالع بما فيها المقالع الباطنية.

✓ وبخصوص المادة 62 من مشروع القانون فإن عنوانه و تسمية ظهير 1914 هي كالتالي : " ظهير ينظم كيفية استثمار المعادن و العمل بها"

## II- مشروع المرسوم التطبيقي لقانون استغلال المقالع.

إن الترخيص باستعمال الملك العام المائي هو من اختصاص وكالات الأحواض المائية التي تعتبر الإدارة المكلفة بتدبير الملك العام المائي و أن الترخيص باستغلال المقالع بصفة عامة هو من اختصاص وزارة التجهيز و النقل طبقا لمقتضيات هذا القانون الجديد.

✓ مشروع المرسوم ينص في مادته السادسة على أن أصحاب المقالع الغير الخاضعة للقانون 12.03 المتعلق بدراسة التأثير على البيئة بما فيها المقالع المؤقتة، مطالبون بتقديم دراسة التأثير على البيئة التي يدها مكتب دراسات معتمد و تدرس من طرف أعضاء اللجنة الإقليمية للمقالع التي تضم جل الأعضاء الممثلة في اللجنة الجهوية المكلفة بدراسة التأثير على البيئة و التي يوجد بها بطبيعة الحال ممثل عن قطاع البيئة و بالتالي فإن الملفات المتعلقة بفتح و استغلال هذه المقالع لا يستوجب دراستها من طرف نفس الأعضاء الذين ينتمون للجنة مختلفتين. لذا، نقترح أن تصادق السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز على دراسة التأثير على البيئة المتعلقة بالمقالع الغير الخاضعة للقانون

✓ بناء على المادة 2 من هذا المشروع، فإن أحكامه تطبق على المقالع التي تستغل لأغراض تجارية فقط وبهذا تكون المقالع التي تستغل في إطار أوراش الأشغال العمومية غير خاضعة لأي تنظيم قانوني، الشيء الذي يعتبر إعفاء لأصحاب هذه الأوراش من أي ترخيص أو تصريح دون الرجوع إلى المؤسسات الموكل إليها تدبير هذه المجاري؛

✓ مشروع قانون فتح المقالع سيحمل وكالات الأحواض المائية المعنية المسؤولية أمام القضاء عن الأضرار التي قد تلحق بالغير ولاسيما بالمجاورين لهذه المجاري (مشاكل التدهيد ومشاكل التلوث و توقف تدفق مياه السقي ...)، بسبب التصريح بفتح المقلع بهذه المجاري المسلم من طرف السلطة المكلفة بالتجهيز و النقل.

✓ مشروع قانون فتح المقالع لا ينص على المراقبة التقنية للمقالع الباطنية من طرف مصالح السلطة الحكومية المكلفة بالمعادن كما هو وارد في المادة العاشرة من ظهير 5 ماي 1914 المنظم لاستغلال المقالع باعتبار أن خصوصية هذه المراقبة لا يمكن القيام بها إلا من طرف مصالح قطاع المعادن.

✓ تعديل المادة 62 من مشروع القانون المذكور وذلك بتعويض عبارة ".....المنظم لكيفية استثمار المعادن بها....." بالعبارة ".....المنظم لاستغلال المقالع.....".

## II- مشروع المرسوم التطبيقي لقانون استغلال المقالع

✓ مشروع المرسوم ينص في مادته السادسة على أنه في حالة فتح مقلع فوق الملك العام للدولة، و يجب على صاحب الطلب الحصول على موافقة مبدئية من طرف الإدارة المعنية الشيء، الذي يتعارض مع مقتضيات قانون الماء ونصوصه التطبيقية التي تنص على الترخيص باستعمال الملك العام المائي أو رفضه من طرف وكالة الحوض المائي.

✓ مشروع المرسوم ينص في مادته السادسة على أن السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز توافق على دراسة التأثير على البيئة بالنسبة للمقالع المؤقتة. هذا الإجراء يتعارض مع القانون رقم 03-12 المتعلق بدراسة التأثير على البيئة و نصه التطبيقي الذي أناط هذه الموافقة بالسلطة الحكومية المكلفة بالبيئة.

12.03 بما فيها المقالع المؤقتة بعد دراستها من طرف أعضاء اللجنة الإقليمية للمقالع (تعديل المادة السادسة من مشروع المرسوم التطبيقي).

✓ إن المادة 21 من مشروع المرسوم التطبيقي للقانون الجديد للمقالع لا تنص على وضع شبكة لتحويل المياه الجارية و لكن ينص على وضع شبكة لعزل المياه عن المواد المستخرجة من البحر أو من مجاري المياه. وهذه الشبكة تقوم بتصفية المياه العادمة قبل إعادتها إلى البحر أو إلى مجاري المياه و الوديان.

✓ تنص المادة 42 من مشروع المرسوم التطبيقي لمشروع قانون استغلال المقالع على تكوين اللجنة المركزية الدائمة لتتبع استغلال المقالع و التي تقوم بزيارات ميدانية لمختلف الأقاليم و العمالات من أجل التأكد من مدى احترام أصحاب المقالع من أداء واجباتها المالية المستحقة و من المحافظة على البيئة و على توازن الأثمنة للمواد المستخرجة من المقالع في إطار منافسة شريفة و أن قطاع الماء فهو ممثل ضمن اللجنة الإقليمية للمقالع.

و نقتراح تعديل الفقرة الأولى من المادة 44 من مشروع قانون استغلال المقالع و كذا الفقرة الأولى من المادة 41 من مشروع المرسوم التطبيقي لهذا القانون.

**الفقرة الأولى من المادة 44 من مشروع قانون استغلال المقالع :**

"تحدث لجنة مركزية دائمة لتتبع استغلال المقالع ترأسها السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز".

**الفقرة الأولى من المادة 41 من مشروع المرسوم التطبيقي :**

"تحدث على الصعيد المركزي لجنة مركزية دائمة لتتبع استغلال المقالع ترأسها السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز يعهد لها بدراسة القضايا المتعلقة بتحسين نظام استغلال المقالع. و من مهامها:

- دراسة و تتبع التقارير الدورية الواردة من اللجن الإقليمية للمقالع و البث في القضايا المعروضة عليها؛
- القيام بزيارات ميدانية دورية بمختلف الأقاليم و العمالات بطلب من السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز؛
- متابعة المؤشرات الوطنية لاحتياجات السوق إلى المواد الأولية للبناء و القيام بالدراسات اللازمة حول تطور الطلب على هذه المواد؛

✓ مشروع المرسوم ينص في مادته 21 على أن صاحب التصريح بالاستغلال يجب أن يودع لدى الإدارة المعنية تصريح بالشروع في استغلال المقالع بعد تهيئة موقعه و المتمثلة في وضع شبكة لتحويل المياه الجارية، و وضع شبكة لعزل المياه عن المواد المجرفة. هذه الإجراءات تتعارض مع مقتضيات المادة 10 من القانون 95-10 المتعلق بالماء التي تنص على عدم عرقلة السيول العادي للمياه أو الإضرار بحافات و مجاري المياه.

✓ مشروع المرسوم يحدد في مادته 42 أعضاء اللجنة المركزية الدائمة لاستغلال المقالع دون إشراك ممثل قطاع الماء . لذا، يقترح إضافة ممثل قطاع الماء ضمن اللجنة المذكورة.

استنادا إلى الملاحظات المتعلقة بالجوانب التقنية والقانونية المشار إليها أعلاه،  
نقترح تعديل مشروع قانون و المرسوم المتعلق باستغلال المقالع لكي يأخذ بعين  
الاعتبار النقاط الأساسية التالية:

- اعتبار استخراج مواد البناء من الملك العام المائي ضمن الاستثناءات الغير الخاضعة  
لأحكام مشروع قانون المقالع و نصه التطبيقي نظرا للخصوصيات التي تميزه من الناحية  
الطبيعية والتقنية ولتوفره على نظام قانوني خاص به. لذا، يجب أن لا تسري أحكام هذا  
القانون على استخراج مواد البناء من مجاري المياه.

- ضرورة تعميم الزامية القيام بدراسة التأثير على البيئة والحصول على الموافقة البيئية  
بالنسبة لجميع أصناف المقالع المشار إليها في مشروع القانون،

- ضرورة التنصيص ضمن مشروع القانون على أن المراقبة التقنية للمقالع الباطنية تمارس  
من طرف السلطة الحكومية المكلفة بالمعادن تماشيا مع ما هو منصوص في ظهير 5 ماي  
1914 المنظم لاستغلال المقالع (المادة 10 منه)،

- ضرورة تعديل المادة 62 من مشروع القانون المذكور و ذلك بتعويض عبارة  
".....المنظم لكيفية استثمار المعادن بها .....بالعبارة".....المنظم لاستغلال  
المقالع.....".

- تخصيص جزء من الموارد المالية المترتبة عن اتاوات استغلال المقالع، موضوع هذا  
المشروع، لصيانة السدود وإعادة تهيئة مجاري المياه .

- ضرورة اشراك ممثل قطاع الماء ضمن أعضاء اللجنة المركزية الدائمة لاستغلال المقالع  
(المادة 42 من مشروع المرسوم).

هذا، وتجدر الإشارة إلى أن الملاحظات الواردة في هذه المذكرة قد أثرت في إطار اللجنة  
الوطنية للمقالع ولم يتم أخذها بعين الاعتبار رغم أهميتها، كما تم توجيه رسائل في هذا  
الموضوع إلى السيد وزير التجهيز والنقل.

✓ إن تعميم إلزامية القيام بدراسة التأثير على البيئة و الحصول على الموافقة البيئية بالنسبة لجميع أصناف  
المقالع هو من اختصاص السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة، لتعديل القانون رقم 12.03 المتعلق بدراسة التأثير  
على البيئة، علما أن هذا القانون يهتم فقط بمقالع الرمال و الحصى. أما مشروع القانون الجديد للمقالع فقد  
استثنى فقط المقالع المؤقتة و المقالع التي تخص أخذ العينات للاستكشاف من قرار الموافقة البيئية.

✓ بخصوص تخصيص جزء من الموارد المالية المترتبة عن اتاوات استغلال المقالع لصيانة السدود و  
إعادة تهيئة مجاري المياه، فإن وكالات الأحواض المائية تستخلص اتاوات عن استعمال الملك العام المائي.

أما بالنسبة للاقتراح المتعلق بضرورة إشراك ممثل قطاع الماء ضمن أعضاء اللجنة المركزية الدائمة لتتبع  
استغلال المقالع فإن من المهمات الرئيسية لهذه اللجنة التأكد من مدى احترام أصحاب المقالع من أداء واجباتهم  
المالية المستحقة و من المحافظة على البيئة و أن قطاع الماء ممثل في اللجنة الإقليمية للمقالع.

**Tanger Med SA**

**L'article 11 du projet de la loi :**

La société Tanger Med a remarqué que le délai de l'exploitation d'une carrière provisoire ne tient pas compte du délai auquel sont appliquées des pénalités, c'est-à-dire que lorsque l'entreprise dépasse le délai contractuel du projet qui est aussi prolongé par les périodes d'arrêt du chantier ordonnées par l'Administration.

Il s'agit d'une remarque pertinente.

On peut compléter l'article 11 du projet de la loi sur l'exploitation des carrières comme suit : « Cette durée peut être, le cas échéant, prolongée par la durée totale des périodes d'arrêts du chantier ordonnés par l'administration et par la durée due au retard, d'exécution des travaux, sanctionné par des pénalités ».

**L'article 61 du projet de la loi :**

La société Tanger Med a remarqué que l'exploitation des carrières risque de ne peut être commencée qu'après la parution du récépissé de déclaration d'exploitation de la carrière dans le Bulletin Officiel.

La disposition de l'article 61 ne concerne que la parution des récépissés de déclaration d'exploitation, les décisions de fermeture des carrières, ... dans le Bulletin Officiel.

L'article 10 de la nouvelle loi sur les carrières, stipule que la date d'effet du récépissé de déclaration d'exploitation correspond à la date de sa notification.

En outre, l'article 13 de cette nouvelle loi prévoit que le titulaire du récépissé de déclaration d'exploitation d'une carrière doit déposer auprès de l'Administration une déclaration de mise en exploitation de la carrière après mise en place des aménagements du site de la carrière.

#### L'Article 16 du projet de la loi :

La société Tanger Med a proposé que les carrières temporaires doivent être soumises à la loi 12.03 relative aux études d'impact sur l'environnement (E.I.E : décision d'acceptabilité environnementale prévue par la loi) si le volume à extraire dépasse un certain seuil à fixer.

Cette question a fait l'objet d'une longue discussion entre les membres de la CNC, mais le fait de soumettre les projets publics à l'acceptabilité environnementale risque de pénaliser fortement les délais de réalisation de ces projets dans la mesure où les entreprises adjudicataires de ces projets ne peuvent attendre une fois l'ordre de service leur ai donné pour commencer les travaux. Certaines entreprises se sont désistées à cause justement du retard enregistré dans la réception de la décision de l'acceptabilité environnementale.

Il est à signaler aussi que :

- ✓ Les E.I.E nécessitent souvent plus de temps pour être examinées au niveau des commissions régionales ou nationales de l'environnement, ce qui peut parfois entraver le commencement des travaux d'un projet et le non-respect de la durée d'exécution d'un marché ;
- ✓ Les exploitants des carrières temporaires doivent présenter une étude d'impact sur l'environnement réalisée par un bureau d'étude agréée. Cette étude est examinée et validée par les membres de la commission provinciale des carrières dont le Département de l'Environnement est membre (voir point n° 10 de l'article 6 du projet de décret d'application de cette nouvelle loi).
- ✓ L'exploitant d'une carrière est tenu de mettre à la disposition de l'administration et à sa demande tous les documents relatifs au suivi environnemental après avis conforme du Département de l'Environnement ;

Par contre, les grands projets publics (ports, barrages, autoroutes...) qui nécessitent l'ouverture d'importantes carrières dans la taille et dans la durée, doivent suivre la procédure d'autorisation normale, vu les impacts prévisibles sur l'environnement.